

PS

SP

POIVRE & SEL SALZ & PFEFFER

Revue du Parti socialiste Fribourgeois | Magazin der Sozialdemokratischen Partei Freiburg
www.ps-fr.ch | www.sp-fr.ch

Mai 2021

SOMMAIRE



Votations fédérales | 02-06



Politique cantonale | 07



Agenda | 08



EDITORIAL

Chères et chers camarades,

Le printemps pointe timidement le bout de son nez et laisse espérer une amélioration de la situation. L'accès à la vaccination a été ouvert aux personnes de plus de 16 ans et nous espérons toutes et tous pouvoir reprendre certaines activités et habitudes que nous avons dû laisser de côté en raison de la pandémie.

Les élections communales sont derrière nous. La gauche s'est renforcée dans nos législatifs et exécutifs communaux, ce qui est une excellente chose. Les femmes sont davantage représentées et, fait historique, en ville de Fribourg, elles sont même majoritaires au Conseil général ! Les résultats des communales donnent le ton pour les prochaines échéances électorales qui s'annoncent plus nombreuses que prévu cette année.

Car ce début de printemps a été chamboulé par une annonce. En effet, le 31 mars dernier Christian Levrat a été nommé par le Conseil fédéral à la Présidence de la Poste. C'est une chance et un honneur pour le parti socialiste fribourgeois et surtout pour la population d'avoir une personnalité forte à la tête de cette entreprise. Je suis convaincue qu'il saura relever les nombreux défis qui se profilent et garantir un service public fort et proche des habitant-es.

Cette nomination a pour conséquence logique que Christian Levrat ne se présente finalement pas au Conseil d'Etat et qu'il quittera le Conseil des Etats à la fin de la session d'automne, le 1er octobre. L'automne s'annonce bien rempli ! L'élection complémentaire au Conseil des Etats aura lieu le 26 septembre suivi des élections cantonales en novembre.

Je vois dans cette situation l'opportunité d'un renouveau pour le PS avec la possibilité de mettre en avant des personnes d'expérience et de permettre aussi l'arrivée de nouvelles personnalités.

La crise que nous vivons aujourd'hui nous touche toutes et tous et a remis en question notre manière de vivre, de travailler et d'échanger. Si elle a mis en lumière les failles de notre système cette crise nous donne aussi maintenant l'opportunité de changer les choses, l'occasion d'un nouveau départ. A nous maintenant de nous engager et d'amorcer ce changement en proposant des mesures concrètes pour une société plus solidaire, plus égalitaire et avec un avenir durable!

Alizée Rey
Présidente PS Fribourgeois

**POUR TOUS,
SANS
PRIVILÈGES !**

**FÜR ALLE
STATT
FÜR WENIGE**

02

POLITIQUE FEDERALE

INITIATIVE POPULAIRE «POUR UNE EAU POTABLE PROPRE ET UNE ALIMENTATION SAINES

Initiative populaire « Pour une eau potable propre et une alimentation saine – Pas de subventions pour l'utilisation de pesticides et l'utilisation d'antibiotiques à titre prophylactique »

L'initiative pour une eau potable propre et une alimentation saine a pour objectif d'améliorer la protection de l'environnement et de l'eau potable en incitant le domaine de l'agriculture et de la production alimentaire à se développer dans le respect de l'environnement. L'initiative exige ainsi que les paiements directs ne soient versés qu'aux exploitations agricoles qui respectent les conditions suivantes: Elles doivent assurer une production alimentaire sans pesticides, ne pas utiliser d'antibiotiques à titre préventif et élever le bétail qu'elles peuvent nourrir avec du fourrage local. En plus des paiements directs, les exploitations agricoles devront être soutenues par la

produisent moins de denrées alimentaires, ce qui aurait pour conséquence de devoir en importer davantage. Par ailleurs, des mesures pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires sont déjà prévues et suffisantes.

Au Parlement, les débats sur la Politique agricole à partir de 2022 ont été suspendus. Une majorité estime en effet que le projet proposé, qui va dans la même direction que ce que propose l'initiative, n'est pas cohérent. Cette majorité invoque plus ou moins les mêmes raisons que les opposants à cette initiative: mesures pour réduire l'utilisation de produits phytosanitaires déjà prévues et suffisantes, baisse de la production des denrées alimentaires, augmentation des importations, risque de baisse des revenus pour les exploitations agricoles.

Dans ce contexte, il est important de soutenir cette initiative,

De l'eau propre et des sols sains:

La meilleure assurance vie pour nos enfants.

Initiative pour une eau potable propre **OUI**

Sauberes Wasser und gesunde Böden:

die beste Lebensversicherung für unsere Kinder.

Initiative für sauberes Trinkwasser **JA**

recherche, la formation et les aides à l'investissement. L'initiative prévoit une période de 8 ans pour le passage à une production sans pesticides et sans antibiotiques.

Selon les initiants, il faut développer une agriculture respectueuse de l'environnement et garantir une eau potable propre. Le comportement de chacun ne suffit pas, il faut également inciter les milieux agricoles à se conformer aux exigences permettant une agriculture plus écologique. Ils estiment que de conditionner l'octroi de paiements directs au respect de certaines obligations est le meilleur moyen d'y parvenir.

Pour les opposants, cette initiative va trop loin. Selon eux, il existe un risque que les exploitations agricoles

non seulement pour garantir la qualité des sols mais aussi pour donner une indication sur la politique agricole que nous voulons pour l'avenir. Voter OUI à cette initiative, c'est donner un signal fort pour une politique agricole durable et cohérente.



Alizée Rey
Présidente PS Fribourgeois

Die Initiative für sauberes Trinkwasser und gesunde Nahrung verlangt, dass die Direktzahlungen des Bundes nur an Betriebe ausgerichtet werden, die pestizidfrei produzieren, die bei ihren Tieren nicht vorbeugend und nicht regelmässig Antibiotika einsetzen und die ihren Tierbestand nach der Futterproduktion ausrichten, die auf dem eigenen Betrieb möglich ist. Es geht dabei nicht nur um die Qualität des Trinkwassers, die Unterstützung dieser Initiative ist auch deshalb wichtig, weil sie ein Zeichen setzt, in welche Richtung in unserer Sicht die Agrarpolitik in Zukunft gehen soll. Ein JA zu dieser Initiative ist ein starkes Signal zu Gunsten einer nachhaltigen und schlüssigen Ausrichtung auf diesem Gebiet.

03

POLITIQUE FEDERALE

POUR UNE SUISSE LIBRE DE PESTICIDES

L'initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèses propose d'interdire l'utilisation des pesticides dont la composition chimique ne se trouve pas à l'état naturel. Les autres moyens de lutte sont autorisés. Elle s'adresse autant à l'agriculture qu'aux particuliers, entreprises et pouvoirs publics. Elle prévoit une période de dix ans pour assurer la transition. L'interdiction s'applique également aux importations afin de garantir des conditions équitables pour l'agriculture suisse.



Les effets délétères des pesticides sur la santé et sur l'environnement ne peuvent plus être ignorés !

De nombreuses études scientifiques prouvent les effets négatifs des pesticides sur la santé et ce même à des concentrations faibles. Les pesticides constituent des perturbateurs endocriniens avérés et, couplés aux autres polluants environnementaux, contribuent à un « effet cocktail » de substances chimiques qui peuvent jouer un rôle dans l'augmentation de nombreuses maladies telles que le déficit de l'attention, l'hyperactivité, l'asthme, les pubertés précoces chez les enfants. Dans la population, l'exposition aux insecticides peut augmenter le risque d'obésité, de diabète de type 2, de cancers, de troubles neurodégénératifs, de fertilité... Les normes actuelles ne prennent pas en compte l'effet cocktail et la population n'est pas assez informée ni protégée contre ces risques importants. Outre le coût pour le système de santé cela pose surtout un problème éthique : comment justifier l'utilisation de produits délétères pour la santé pour produire nos aliments, ceux de nos enfants ?

L'autre grande victime de l'utilisation de pesticides de synthèse est l'environnement. La biodiversité s'effondre : abeilles, papillons, reptiles et amphibiens en sont les principales victimes. Les pesticides de synthèse participent également à la pollution de nos eaux.

Il est nécessaire de sortir du modèle de la production



Kirthana Wickramasingam
Députée

intensive reposant sur l'utilisation de pesticides de synthèse et d'opérer une transition vers une agriculture durable et écologique.

N'ayons pas peur du changement et acceptons notre responsabilité. La droite majoritaire au parlement a repoussé le débat sur la politique agricole PA22+, le conseil fédéral n'a pas jugé pertinent de proposer un contre-projet : ces éléments montrent l'incapacité de saisir l'urgence de la nécessité d'un changement de modèle agricole. La période de transition de 10 ans permettra d'intensifier la recherche et de mener une réflexion sur le système agricole. Même si le rendement de l'agriculture biologique est en moyenne 20% inférieur à l'agriculture chimique, les solutions sont nombreuses : réduction du gaspillage, réduction de l'élevage, privilégier les aliments d'origine végétal et produits localement (effet positif sur le climat et la santé).

Alors pourquoi attendre d'avoir dégradé l'environnement au point de ne plus avoir le choix ? Agissons en personne responsable et prenons aujourd'hui cette décision évidente pour des aliments sains et une biodiversité renforcée ! Votez oui à l'initiative pour une Suisse libre de pesticides de synthèse.

Bei der Initiative für eine Schweiz ohne synthetische Pestizide geht es um ein Verbot aller Pestizide, deren chemische Zusammensetzung nicht in der Natur vorkommt. Andere Mittel zur Bekämpfung von Schadensfaktoren blieben damit erlaubt. Als Benutzer betroffen sind die Landwirtschaft und die öffentliche Hand ebenso wie Privatpersonen und Unternehmen. Für die Umstellung ist eine Frist von zehn Jahren vorgesehen. Die negativen Auswirkungen der Pestizide auf die Gesundheit – auch bei schwachen Konzentrationen – sind in zahlreichen wissenschaftlichen Studien nachgewiesen. Ebenso schadet der Einsatz von synthetischen Pestiziden in starkem Masse der Umwelt: Dem Zusammenbruch der Biodiversität fallen massenweise Bienen, Schmetterlinge, Reptilien und Amphibien zum Opfer. Die synthetischen Pestizide sind auch mitverantwortlich für die Verschmutzung unserer Gewässer. Mit dem einleuchtenden Entscheid für eine gesunde Nahrung und eine Stärkung der Biodiversität nehmen wir unsere Verantwortung wahr! Die SP empfiehlt JA zu stimmen.

04

POLITIQUE FEDERALE

OUI AU MAINTIEN DES AIDES ECONOMIQUES COVID

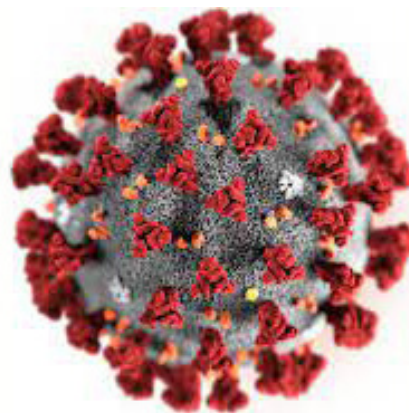
Si le peuple est appelé à se prononcer le 13 juin sur la loi Covid-19, c'est parce que le référendum lancé par quelques sceptiques a abouti. Que contient cette loi ? Elle crée les bases permettant au Conseil fédéral de prendre des mesures sanitaires pour surmonter la pandémie, et des mesures pour lutter contre les conséquences négatives de la crise sur l'économie et la société. Mais attention en cas de non, toutes les mesures de soutien durement acquises au parlement et indispensables dans la situation actuelle tomberaient à l'eau. Plus de 100'000 entreprises et plus d'un million de salarié-e-s se verraient brutalement privés d'une aide indispensable à leur survie.

Les référendaires prétendent que la loi Covid est antidémocratique, mais ils se trompent de cible. La loi Covid-19 ne concerne pas les mesures de restriction, qui relèvent de la loi sur les épidémies et du droit de nécessité inscrit dans la Constitution. Élaborée depuis le début de la crise, la loi Covid-19 a été déclarée urgente pour pouvoir entrer immédiatement en vigueur. Contrairement au dire des opposants, elle ne concerne pas non plus la vaccination.

Au parlement fédéral, le PS a dû batailler fermement. En conférence de conciliation, nous avons finalement obtenu des améliorations significatives pour les milieux culturels, les PME ainsi que les indépendant-e-s. Désormais, un plus grand nombre d'indépendant-e-s en situation d'urgence recevront une compensation de revenu. Les travailleuses et travailleurs intermittents du domaine culturel seront aussi soutenus et pour les personnes disposant de bas revenus, nous avons réussi à garantir l'augmentation des compensations en cas de RHT jusqu'à l'été. C'était plus que nécessaire. J'en suis convaincue : chaque franc que nous dépensons aujourd'hui pour le maintien de places de travail est bien investi.

Si cette loi est refusée, c'est tout le système d'aide aux entreprises et aux salarié-e-s péniblement mis sur pied depuis le début de la crise qui sera stoppé net le 25 septembre 2021. Et le temps nécessaire pour élaborer de

nouvelles dispositions législatives provoquerait la faillite de très nombreuses entreprises en jouant le rôle de catalyseur à chômeurs et chômeuses. Les référendaires ne proposent rien, sinon de détruire des instruments existants à peine mis en œuvre. Pour ces raisons cruciales, je vous invite à voter résolument oui à la loi Covid-19 le 13 juin.



Das Covid-19-Gesetz schafft die Grundlagen dafür, dass der Bundesrat mit gesundheitspolitischen Massnahmen gegen die Corona-Pandemie vorgehen und mit finanzpolitischen Massnahmen gegen die negativen Folgen der Krise auf Wirtschaft und Gesellschaft aktiv sein kann. Das dagegen erhobene Referendum stellt das Gesetz als undemokratisch hin. In Tat und Wahrheit ist es jedoch nicht massgeblich für die Corona-bedingten Einschränkungen, da diese sich auf das Epidemien-gesetz sowie auf das in der Verfassung verankerte Notrecht abstützen. Durch den Einsatz der SP in den eidgenössischen Kammern konnten substantielle Verbesserungen zu Gunsten der Kultur, der KMUs und der Selbständigerwerbenden in den Gesetzestext aufgenommen werden. Die SP empfiehlt das JA zum COVID-19-Gesetz.



Valérie Piller Carrard
Conseillère nationale

LOI CONTRE LE TERRORISME OU LOI CONTRE LES LIBERTES

Le 25 septembre 2020, l'Assemblée fédérale a adopté la loi fédérale révisée sur les mesures policières de lutte contre le terrorisme. Pour faire face à la menace terroriste, notre Parlement a adopté de nouvelles dispositions qui permettent à la police de mettre en détention des individus à titre préventif lorsque des indices concrets et actuels laissent penser que ceux-ci représentent une menace terroriste. La loi prévoit d'autres mesures préventives comme l'obligation de participer à des entretiens, l'interdiction de quitter la Suisse ou l'assignation à résidence. Ces mesures devront être limitées dans le temps et respecter le principe de proportionnalité. Elles concerneront aussi des jeunes dès l'âge de 12 ans et pourront enfin être contestées devant le Tribunal administratif fédéral.

D'un côté, le Conseil fédéral et la majorité du Parlement estiment que les mesures et les instruments actuellement en vigueur sont insuffisants et que les nouvelles dispositions permettraient d'assurer une meilleure protection de la population en permettant une intervention lorsqu'un acte terroriste est très concrètement en vue, mais qu'aucune infraction n'a encore été commise. La stratégie de la Confédération en matière de lutte contre le terrorisme est axée sur la prévention, la répression et la réintégration. Les nouvelles mesures policières la complèteraient dans le domaine de la prévention.

Pour les référendaires, dont la Jeunesse socialiste et les jeunes vert-e-s, la loi en question n'est pas compatible avec les valeurs suisses qui fondent l'État de droit. La loi affaiblit en effet clairement le principe de la présomption d'innocence, dans la mesure où l'on peut être placé en résidence surveillée jusqu'à 9 mois sans preuve et sur la base de simples soupçons. Cela ferait de la Suisse le premier pays occidental, mis-à-part les USA, à connaître un tel système de privation arbitraire de liberté. Les mesures prévues par la loi ne sont pas toutes ordonnées par un tribunal, mais par la police sur simple soupçon, de telle sorte que cela ne répond pas aux exigences de la Convention européenne des droits de l'homme. De plus, les mesures imposées aux enfants dès 12 ans sans décision de justice sont en contradiction avec la

Convention des Nations unies sur les droits de l'enfant. Selon les référendaires, la loi sacrifie l'État de droit et la protection des droits humains sur l'autel de la lutte contre le terrorisme.

Am 25. September 2020 hat die Bundesversammlung die Revision des Bundesgesetzes über polizeiliche Massnahmen zur Bekämpfung von Terrorismus angenommen. Angesichts der Terrorismus-Gefahr will unser Parlament mit neuen Bestimmungen der Polizei Befugnisse bis hin zur präventiven Freiheitseinschränkung für eine Person geben, von der nach konkreten und aktuellen Anhaltspunkten eine terroristische Gefahr ausgeht. Der Bundesrat und eine Mehrheit im Parlament sind der Ansicht, dass die gegenwärtig zur Verfügung stehenden Massnahmen nicht ausreichen und dass es neuer Bestimmungen bedarf für einen besseren Schutz der Bevölkerung. Die Autoren des Referendums, darunter die Jungsozialisten und die Jungen GrünEn, erachten die Gesetzesvorlage wegen der klaren Schwächung des rechtsstaatlichen Grundsatzes der Unschuldsvermutung als nicht vereinbar mit den Werten der Schweiz. So empfiehlt die SP das NEIN zu diesem Anti-Terrorismus-Gesetz.



Grégoire Kubski
Député, Vice-président PSF

LOI SUR LE CO2 EST TRÈS IMPORTANTE POUR L'AVENIR ET LA RÉDUCTION DE NOS ÉMISSIONS DE CO2

L'Accord de Paris en vigueur depuis 2016 a marqué une nouvelle étape contre le réchauffement climatique. Il fixe un objectif : contenir le réchauffement global à moins de 2 degrés (par rapport à 1850) d'ici la fin du XXIe s. La Suisse comme d'autres pays a décidé en 2020 de se fixer des objectifs climatiques plus ambitieux.



Le changement climatique touche durement la Suisse, pays alpin. C'est pourquoi le Conseil fédéral et le Parlement veulent continuer de diminuer les émissions de gaz à effet de serre de la Suisse avec la loi sur le CO2 révisée (révision totale). Cette loi vise à réduire de 50% les émissions par rapport à 1990, d'ici à 2030. Les mesures actuelles ne sont pas suffisantes pour atteindre cet objectif.

Le PS soutient cette loi sur le CO2 pour les raisons suivantes :

- Notre approvisionnement énergétique doit être exempt de CO2 le plus rapidement possible. Il faut en finir avec le pétrole, le charbon et le gaz. La nouvelle loi interdit les nouveaux systèmes de chauffage au mazout.
- Au moins 2/3 de la taxe sur le CO2 est applicable au mazout et à l'essence et au moins la moitié de la taxe sur les billets d'avion seront reversées à la population.
- Le mécanisme de redistribution de la taxe est fait pour les plus faibles sur le plan économique et social. Ainsi 90% de la population suisse recevra au moins autant que ce qu'elle dépensera pour la taxe sur les billets d'avion. C'est équitable et permet de faire passer les



David Bonny
Député

pollueurs à la caisse.

- La transition énergétique crée une croissance économique durable et des emplois d'avenir en Suisse. La nouvelle loi sur le CO2 crée un fonds pour le climat afin de financer des investissements respectueux de l'environnement (dans les nouvelles

technologies et dans la rénovation des bâtiments).

Dire oui à la nouvelle loi sur le CO2, c'est protéger le climat. L'intérêt commun passe avant les intérêts particuliers : nous agissons ensemble et de manière juste. L'air sera plus propre et il y aura moins de bruit. Protéger le climat, c'est aussi bon pour la santé.

Pour ces raisons, il faut voter OUI le 13 juin prochain à la loi sur le CO2.

Si nous votons sur la loi sur le CO2, c'est à cause du lobby pétrolier, soutenu par l'UDC, qui a saisi le référendum.

Mit dem Übereinkommen von Paris, seit 2016 in Kraft, wurde eine neue Etappe im Kampf gegen die weltweite Klimaerwärmung eingeläutet. Dieses verfolgt das Ziel, die globale Erwärmung bis Ende des 21. Jahrhunderts auf weniger als 2 Grad zu halten (gegenüber dem Stand von 1850). Die Schweiz, und nicht nur sie, hat 2020 beschlossen, sich für die Klimaentwicklung ehrgeizigere Ziele zu setzen. So soll unsere Energiebeschaffung so bald wie möglich CO2-frei werden. Von den Geldern aus der CO2-Abgabe für den Heizöl- und Benzinverbrauch sollen mindestens zwei Drittel und von der Flugticketabgabe die Hälfte an die Bevölkerung zurückverteilt werden. Der Wandel im Energiesektor soll ein nachhaltiges Wirtschaftswachstum auslösen, mit dem auch zukunftsgerichtete Arbeitsplätze in der Schweiz entstehen können. Ein JA zum neuen CO2-Gesetz bedeutet Klimaschutz. Die SP empfiehlt das CO2-Gesetz zur Annahme

07 POLITIQUE CANTONALE

QUARTIER D'INNOVATION BLUEFACTORY – UN SOUTIEN AU FRIBOURG DE DEMAIN

A l'issue de débats bien nourris, le Grand Conseil et le Conseil général de la Ville de Fribourg ont accepté la recapitalisation de Bluefactory SA (BFF SA) de Frs. 50 Mio, dont Frs. 25 Mio à charge de la Ville de Fribourg et Frs. 25 Mio à charge du canton. Un groupe opaque de 28 député.e.s, uni par le courage de ne pas dévoiler leurs noms et emmené par l'UDC opposé à toute avancé pour notre canton, a déposé un référendum parlementaire financier contre la part du canton.



Hélas, par le passé, le canton se tâtait d'investir à hauteur de ses ambitions et de ses moyens dans ce quartier, d'où les allures de friches qui perdurent. L'apport d'argent frais permettra de financer la construction des bâtiments nécessaires au bon développement de Bluefactory.

Car ce que tout le monde attend depuis le début, et le PS en premier, c'est la concrétisation d'un quartier vivant, intégré dans le bâti de la ville, bouillant d'activité culturelle et socio-culturelle, accueillant des entreprises innovantes et différents emplois, un quartier permettant l'implantation de coopératives d'habitation et l'émergence de projets innovateurs notamment liés au développement durable. Des exemples de ce que le quartier Bluefactory pourrait devenir ne manquent pas: le Gundeldinger Feld à Bâle, le Hürlimann-Areal ou le quartier Kalkbreite à Zurich ou encore le quartier Vauban à Fribourg-en-Brisgau.

Certes, les montants investis et à investir dans Bluefactory peuvent paraître exorbitants et plus en phase avec les besoins des personnes touchées de plein fouet par les conséquences sociales de la crise sanitaire.



Elias Moussa
Député

Toutefois, il s'agit d'un investissement à long terme, en faveur du développement social, économique et culturel de notre canton. Aujourd'hui déjà, le site accueil des entreprises prometteuse et offre des activités culturelles et socio-culturelles en faveur de toute la population.

Demain, les retombés de cet investissement profiteront tant aux acteurs culturels que socio-culturelles, tant aux hautes écoles qu'aux emplois de notre canton. Et en passant, cet investissement fera revivre le site emblématique de l'ancienne brasserie Cardinal!

L'alternative proposée par les référendaires consiste quant à elle à brader les terrains à des entreprises de constructions privés, lesquels vont privatiser les terrains, les valoriser et les revendre en empochant un énorme bénéfice. Et tant pis pour une développement durable, responsable et cohérent de ce site en faveur de la population du canton. Pour toutes ces raisons, nous vous recommandons de voter OUI au développement du quartier urbain et d'innovation Bluefactory, et, partant, à la recapitalisation de BFF SA.

Es gab ausgiebige Debatten, bevor der Grosse Rat und der Generalrat der Stadt Freiburg die Kapitalaufstockung um 50 Mio. Franken für die Gesellschaft blueFACTORY Fribourg-Freiburg (BFF AG) gutgeheissen haben, davon 25 Mio. zu Lasten der Stadt und 25 Mio. zu Lasten des Kantons. Bezüglich des Kantonsanteils erhob eine obskure Gruppe von 28 anonym bleiben wollenden Grossrätinnen und/oder Grossräten erhob das Finanzreferendum, wohl auf Betreiben der im Kanton neuerungsfeindlich auftretenden SVP. Vom Vorhaben versprechen sich jedoch viele die Verwirklichung eines lebendigen, sich städtebaulich gut eingefügten Quartiers, strotzend von kulturellem Leben und als Brutstätte für innovierende Unternehmen dienend, mit entsprechenden Arbeitsplätzen im Sinne der nachhaltigen Entwicklung, Platz bietend auch für Wohnbaugenossenschaften. Auf dem Spiel steht eine Investition in die Zukunft zur Förderung der sozialen, wirtschaftlichen und kulturellen Entwicklung unseres Kantons. Bereits haben sich auf dem Platz vielversprechende Unternehmen niedergelassen, durch die schon heute kulturelle und soziale Aktivitäten für die ganze Bevölkerung angeboten werden. Die SP hat die JA-Parole herausgegeben.

Changement d'adresse :
Parti socialiste fribourgeois
Salz & Pfeffer / Poivre & Sel
Rte de la Fonderie 2
1700 Fribourg

Mots d'ordre PSF Votations Abstimmungsparolen

13 juin/13. Juni 2021

Loi sur le Co2	OUI
Initiative sur l'eau potable	OUI
Initiative contre les pesticides	OUI
Loi Covid 19	OUI
Loi antiterroriste	NON
Bluefactory	OUI
CO2-Gesetz	JA
Trinkwasser-Initiative	JA
Pestizid-Initiative	JA
Covid-Gesetz	JA
Anti-Terror-Gesetz	NEIN
Bluefactory	JA

AGENDA

AOUT/AUGUST 2021

- 25** Assemblée des membres
Mitgliederversammlung
- 28** Congrès PS Suisse
Parteikongress SP Schweiz



Merci de votre soutien, il nous est indispensable
Vielen Dank für Ihre Unterstützung, sie ist für uns unverzichtbar

www.ps-fr.ch
CCP 17-1660-3

ADHÉRER DÈS À PRÉSENT

devenir-membre.sp-ps.ch

JETZT MITGLIED WERDEN

mitglied-werden.sp-ps.ch



IMPRESSUM

Rédaction / Redaktion
Poivre et Sel, Salz und Pfeffer
Rte de la Fonderie 2
1700 Fribourg
026 422 26 76
CCP / Postkonto 17-1660-3
info@ps-fr.ch

Rédaction / Redaktion
Catherine Thomet, Alizée Rey,
Oxel Suarez
Traduction
Alain Grandjean
Mise en page / Gestaltung
Catherine Thomet

Impression / Druck
Imprimerie Bonny, 1700 Fribourg

Tirage / Auflage
1410

Parution / Erscheint
4x an / Jahr

ps-fr.ch

facebook.com/psf.spf/

instagram.com/psf.spf/

twitter.com/psf_spf/